



PETIT PRÉAMBULE POUR LES ÉLUS
À L'ATTENTION DES MAIRES ET DES ÉLUS DE FRANCE

Votre Programme 2027

Madame, Monsieur le Maire, chers élus.
Voici le programme : un rôle de l'élu local renforcé et seize
engagements, chiffrés et assumés.



« Construire plutôt que promettre »

Une montée en charge, jamais un grand soir

Rien n'est engagé avant d'être financé. Le programme s'applique par paliers, et chaque palier s'ouvre sur une décision, jamais sur un calendrier automatique.

- **Le cap de compétitivité : une première étape jusqu'à 80 %.** Coût complet estimé à 70 Md€, à confirmer par microsimulation Urssaf. Le scénario central fixe un **plafond pouvant atteindre 80 % du coût validé**. L'ouverture effective est limitée au coût validé et aux ressources permanentes disponibles.
- **Les 20 % restants : une tranche pilotée.** Les 14 Md€ restants ne sont pas promis. Ils s'ouvrent par **paliers de 3,5 Md€**, à hauteur des ressources permanentes effectivement sécurisées. Un palier peut être gelé ; aucun ne s'ouvre tout seul.
- **L'investissement : un curseur, de 56 à 100 %.** Le portefeuille cible complet est de 67,75 Md€. Les travaux montent par paliers, de **56 % du rythme maximal en 2027** à 100 % en 2031 : 49,23 Md€ lancés sur le mandat, 18,53 différés. Un curseur, pas un calendrier ferme : ce qui n'est pas ouvert est différé, jamais engagé d'avance.
- **Et chaque année, on rend des comptes.** Deux lectures publiées : le budget de financement et le solde au sens de Maastricht. Paliers ouverts, paliers gelés et chantiers différés sont dits, exercice après exercice.

La même règle partout. On engage ce qui est financé, on ouvre le reste quand la recette est là, et on le dit.

La France de 2040

Avant les mesures, le cap. En une page. Pour votre commune, pour vos administrés.

« En vingt ans, la France est passée d'une logique de protection à une logique de compensation par l'importation. Notre projet consiste à redevenir un pays qui produit et construit : des entreprises, des logements, des familles, des écoles et de la confiance. »

Un **État** qui tient parole. Dès l'installation, les mesures à effet immédiat sont engagées, les grands chantiers sont lancés, et chacun peut juger sur pièces, année après année.

Un système de **santé** qui soigne, partout et à l'heure. Un médecin accessible partout, plus de médecins formés, la fin des déserts, des soignants mieux payés.

Une **école** exigeante, qui instruit et qui élève. Recentrée sur les fondamentaux, une orientation lisible, et l'État qui finance les études : le talent décide, pas le compte en banque.

Une **industrie** redevenue forte, des usines qui rouvrent. Le travail redevenu rentable ici, la durée légale à quarante heures, négociée, et jamais quarante payées trente-cinq.

Une **justice** qui protège. Rapide, ferme et enfin dotée : juges et procureurs doublés, la peine prononcée est exécutée, partout.

Une **dette** ⁽⁴⁾ qui baisse enfin.

Des **familles** qui retrouvent confiance.

Une France qui **produit** plus qu'elle n'importe.

Une **énergie** abondante et propre.

Des **communes** qui décident, le **maire** respecté.

(4) Conseil d'orientation des retraites, rapport annuel, 11 juin 2026 : dépenses de retraite 422,2 Md€ (14,1 % du PIB) ; déficit 5,1 Md€ hors charges financières.

Rendre aux élus le pouvoir d'agir

Les maires sont les premiers témoins des difficultés de leur territoire. Ce programme ne promet pas une subvention de plus : il rend au maire des pouvoirs précis.

- **Une compétence, un niveau, un responsable.** La mairie conservée sous 500 habitants.
- « **Qui norme, paie** » : compensation de façon intégrale et dynamique, avec arbitrage ; Outre-mer, TVA bonifiée.
- **La réserve foncière municipale** : acquérir les locaux vacants, relouer à bas loyer.
- **L'urbanisme qui avance** : permis en 1 à 6 mois ; sans réponse dans les délais, c'est accepté.
- **Rien ne ferme sans solution** : écoles et équipements entretenus ; eau et énergie restent publics.
- **Pour votre tissu local** : pour un euro net touché par le salarié, l'employeur ne paie plus que 1,52 € au lieu de 1,74 ; au SMIC, 1,23 € : vos PME, vos commerces et vos artisans embauchent ; pont de trésorerie, un médecin garanti.
- **La richesse des habitants** : le SMIC net passe de 1 478 à 1 840 €, et sous 1,75 SMIC tous les nets montent : du pouvoir d'achat qui vit dans vos commerces.
- **Une campagne robuste parce que vivante** : le juste prix qui couvre les coûts, les trois bio.

Décider avec les élus, pas contre eux

Les réformes qui tiennent sont celles qui ont été discutées avant d'être écrites. Les maires sont les premiers témoins des difficultés de leur territoire : c'est avec eux que se construit ce qui les concerne.

- **Le millefeuille ouvert avec vous** : le chantier des compétences est mené **avec les associations d'élus**, pas décidé au-dessus d'elles.
- **Une compétence, un niveau, un responsable** : on sait enfin qui décide et qui paie ; la mairie est conservée sous 500 habitants, on mutualise les moyens, pas les écharpes.
- **Trois référendums dès l'élection** : les choix qui engagent le pays sont tranchés par les Français, pas par un cercle.
- **Un Conseil de France qui évalue** : il fixe le cap et mesure les résultats, sans jamais bloquer le travail des élus locaux.
- **L'expérimentation encouragée** : ce qui marche dans une commune peut être étendu ; ce qui échoue est arrêté, sans procès.
- **Des comptes rendus publics** : chaque engagement est chiffré, daté et suivi. Vous pouvez vérifier, et le dire.

Votre commune : avant / après

Huit réalités du mandat, avant et après le programme.

- **L'école.** Des classes menacées de fermeture → le plan famille ramène des enfants.
- **Le médecin.** Le départ sans remplaçant → un médecin garanti : la réserve foncière vous permet de choisir et d'installer.
- **Le commerce.** Vitrines vides, dernier commerce qui ferme → bourse de la reprise, taxe sur la vacance.
- **Les normes.** Normes ÷ 2, Cerfa ÷ 3 (plus de 1 800 formulaires) ; silence vaut accord (hors sécurité, santé et environnement) ; « qui norme, paie ».
- **Le budget communal.** Des transferts jamais compensés → compensation de façon intégrale et dynamique, inscrite dans la loi.
- **La sécurité.** L'attente des renforts → police et gendarmerie présentes durablement, villes et campagnes ; sapeurs-pompiers renforcés de 25 % en cinq ans (≈ 1 Md€/an).
- **L'emploi.** Les friches et les départs → usine ouverte en 1 an, reprises financées : l'activité revient.
- **L'agriculteur.** Le revenu qui ne couvre pas les coûts → le juste prix, le portage foncier pour s'installer, la commande publique de proximité.

Votre mandat, outillé

Un maire ne manque ni d'idées ni de courage : il manque d'outils. **Six leviers.**

- **Le maire protégé.** Protection fonctionnelle automatique en cas d'agression ou de menace, plainte suivie.
- **Le statut de l'élu, enfin.** Indemnités décentes, disponibilité protégée, reconversion accompagnée en fin de mandat.
- **« Qui norme, paie ».** Si l'État décide une norme, l'État la paie, intégralement, dans la loi.
- **La charge administrative désarmée.** Normes divisées par deux, Cerfa par trois ; les subventions en un seul dossier.
- **Le nouvel élu, formé.** Une formation juridique et budgétaire dès l'élection.
- **L'exemplarité qui protège.** Suspension dès la mise en examen, inéligibilité à vie, imprescriptibilité.

Les services publics de proximité

Ce que vos administrés vous demandent chaque semaine, l'école, le médecin, la sécurité, le programme le traite **à hauteur de commune.**

1 Le médecin qui revient

Médecine réformée, internat orienté vers les besoins : les déserts médicaux cessent d'être une fatalité. Et les **sapeurs-pompiers mieux articulés avec le SAMU** : premiers sur place, mieux relayés.

2 L'école communale consolidée

Les **fondamentaux d'abord**, des **professeurs attirés et revalorisés**, et les **retraités volontaires en renfort** auprès des élèves en difficulté, en lien avec vos établissements.

3 La sécurité qui aboutit

Une plainte ne finit plus à la poubelle : la justice aux moyens doublés, **la peine prononcée est la peine exécutée**. Le travail de vos policiers municipaux et des gendarmes débouche.

4 La commune robuste

Bâtiments publics isolés, hôpitaux et écoles climatisés quand aucune solution immédiate n'existe, et la **sécurité civile renforcée (≈ 1 Md€ par an)** face aux mégafeux et aux inondations.

Qui je suis, comment je travaille

« Petit-fils de grands-parents italiens, résistants pendant la Seconde Guerre mondiale, venus chercher du travail, et de grands-parents français, travaillant chez Peugeot, attachés à leur terre, j'ai grandi parmi ceux qui font la France de leurs mains, et j'ai choisi l'entrepreneuriat : créer, embaucher, prendre des risques. »

Autour de moi : **entrepreneurs, agriculteurs, médecins, professions libérales, professeurs, ingénieurs, fonctionnaires, techniciens, chercheurs, commerçants et retraités.** Le pays réel.

Trois niveaux de chiffres, en toute honnêteté. Ce programme distingue les **chiffres vérifiés** (sources publiques), les **estimations prudentes** (à confirmer par microsimulation) et les **paris politiques assumés**. Nous ne promettons pas la magie budgétaire : nous montrons les arbitrages.

Un pays juste, c'est un pays où **l'effort paie**, où **les règles sont les mêmes pour tous**, et où **la nature est transmise vivante**. Depuis quarante ans, les mêmes partis se sont partagé le pouvoir et nous ont légué la dette, la désindustrialisation et la défiance. **Je ne viens pas prolonger cet héritage.**

Reconstruire notre puissance économique

1 Reconquérir notre souveraineté économique

Le problème. Nous achetons ce que nous savions fabriquer : depuis quarante ans, la France a laissé filer ses usines.

POUR VOTRE COMMUNE

- **De l'emploi qui revient** : pour un euro net, le salarié coûte 1,52 € au lieu de 1,74 (1,23 au SMIC) ; la commande publique achète proche, une usine s'ouvre en un an, vos friches redeviennent des sites d'activité.

2 Mettre l'épargne des Français au service de l'économie réelle

Le problème. Une épargne importante, mais mal orientée : les Français détiennent plus de 6 500 Md€ ⁽¹⁾ de patrimoine financier et en placent 128 Md€ de plus chaque année, mais cette épargne finance majoritairement des titres de dette, dont une part importante de dette publique (assurance-vie en fonds euros) ou des livrets à taux administré, révisé périodiquement. Trop peu va à l'industrie, aux PME et à la recherche.

POUR VOTRE COMMUNE

- **L'épargne de vos administrés finance vos PME** plutôt que la dette : livrets France, PEA productif, assurance-vie réorientée.

3 Rééquilibrer notre balance commerciale

Le problème. Nous dépensons plus à l'étranger que nous ne gagnons.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Produire ici plutôt qu'importer** : chaque activité relocalisée, c'est de l'emploi et des ressources fiscales dans un territoire.

4 Reprendre et transmettre nos entreprises

Le problème. Des centaines de milliers de PME partent sans repreneur.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Le dernier commerce, l'artisan, la PME transmis** plutôt que fermés : bourse de la reprise, crédit vendeur garanti.
- **Justice économique dotée** : redressements fiabilisés.

(1) Banque de France, 2025 : patrimoine financier des ménages supérieur à 6 500 Md€, avec 128,4 Md€ de placements nouveaux en 2025.

Préparer l'avenir, soigner le présent

5 Investir là où la France peut être leader

Le problème. Trop de court-termisme, pas assez de cap : La France a les chercheurs, les ingénieurs et les filières.

POUR VOTRE COMMUNE

- **SMR, quantique, spatial, santé** : des filières et leurs sous-traitants s'installent dans les régions, pas seulement à Paris.

6 Garantir à chacun une santé qui soigne

Le problème. Des déserts médicaux, et des soignants à bout : Trouver un médecin traitant relève du parcours du combattant, et des territoires entiers n'ont plus de soignants.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Un médecin qui s'installe** : avec la réserve foncière municipale, vous choisissez vos commerces et vos médecins.

7 Donner toutes leurs chances à nos enfants

Le problème. Le niveau baisse, et l'origine décide trop souvent : Les fondamentaux sont fragiles et l'orientation reste un labyrinthe.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Le plan famille, c'est demain des enfants dans vos écoles** : prêt au deuxième enfant, garde financée, classes qui ne ferment plus.

8 Protéger les plus fragiles

Le problème. Trop de fragiles laissés sous le seuil : Des personnes âgées, handicapées ou inaptes au travail vivent sous le seuil.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Garantie vieillesse, 1 337 € seul et 2 005 € en couple** ⁽⁵⁾ : l'adulte handicapé et le minimum vieillesse ne vivent plus sous le seuil de pauvreté.
- **Plus personne dans la rue** : l'État assume, la commune n'est plus seule.

(5) DG Trésor et Douanes, 2025 : déficit commercial sur les biens de 64,9 Md€, après 77,7 Md€ en 2024.

La sécurité des personnes et de la nation

9 Rendre la France robuste face au climat

Le problème. On répare l'ancien monde au lieu de préparer le nouveau : canicules plus longues, sécheresses qui fragilisent l'eau, l'agriculture et nos centrales.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Sécurité civile renforcée** : vos sapeurs-pompiers équipés face aux mégafeux et aux inondations , et l'eau stockée sur chaque toit, des mares creusées en forêt : des réserves contre l'incendie.

10 Maîtriser l'immigration, réussir l'intégration

Le problème. Une immigration non choisie, des procédures interminables. Deux slogans s'affrontent : la fermeture totale, impossible, et l'absence assumée de règles.

POUR VOTRE COMMUNE

- **L'asile décidé en moins de trois mois** : fini les situations qui s'enlissent.

11 Rétablir une justice rapide, ferme et enfin dotée

Le problème. Une justice lente et sous-dotée : environ 89 000 détenus pour environ 63 000 places, et trop de peines jamais exécutées.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Police et gendarmerie présentes durablement**, quartiers et zones rurales, avec une justice qui suit.

12 Protéger nos enfants

Le problème. Les signaux existent, mais personne ne les relie : chacun sait une part.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Un système national sécurisé de rapprochement des alertes de l'enfance en danger** : école, urgences, police et services sociaux reliés.
- **Protéger, pas surveiller** : accès professionnel, tracé.

L'État à sa place, la France dans le monde

13 Décider et nous défendre par nous-mêmes

Le problème. Les guerres ont changé, pas toujours nos moyens. Les conflits récents l'ont montré : drones, cyber, quantique et espace décident désormais des batailles.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Le service national** (six mois, sur les sites existants) : la jeunesse encadrée, de l'activité dans les territoires.

14 Rapprocher l'État du citoyen et de l'entreprise

Le problème. Un millefeuille où personne ne sait qui décide : La France superpose communes, intercommunalités, départements et régions, et, par-dessus.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Une compétence, un niveau, un responsable** ; la mairie conservée sous 500 habitants : on mutualise les moyens, pas les écharpes.

15 Ancrer la Corse et les Outre-mer dans la République entière

Le problème. La vie chère, des services défaillants, des statuts improvisés.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Le statut de résident** (achat après 2 à 5 ans) : les prix cessent de chasser vos habitants.

16 Agir en Europe et dans le monde

Le problème. Laisser les autres choisir, ou peser : Face aux États-Unis et à la Chine, aucun pays européen seul, pas même la France, n'atteint seul la taille critique sur les sujets décisifs.

POUR VOTRE COMMUNE

- **Coopérer sans dépendre** : jamais plus d'un tiers d'une ressource d'un seul pays.
- **La ZEE valorisée** : des ports, des filières marines, des emplois.

Trois référendums, dès l'élection

Avant de réformer, **rendre la parole**. Le mandat s'ouvre par **trois référendums** : la confiance ne se décrète pas, elle se restaure par des actes soumis au peuple.

1 Renforcer la démocratie

Le **vote obligatoire**, soumis au peuple lui-même ; le **vote blanc reconnu** et comptabilisé ; un **Conseil de France** pour tenir le cap du temps long, évaluer les politiques publiques sans jamais bloquer la décision des élus.

2 L'exemplarité des élus

Suspension dès la mise en examen ; inéligibilité à vie pour les crimes et les atteintes à la probité ; **sanction des absences ; imprescriptibilité** des manquements à la probité. Et chaque nouvel élu reçoit, dès l'élection, une **formation juridique et budgétaire**. La confiance des Français dans leurs élus se reconstruit par des règles claires, valables pour tous.

3 Le patrimoine commun

Ce qui touche à la **souveraineté**, autoroutes, ports, aéroports, eau, énergie, santé, est **sanctuarisé** : plus jamais bradé, et **repris progressivement** quand il a été cédé. Les Français décident de ce qui ne se vend pas.

Pour les élus locaux, ces trois référendums sont aussi des protections : un cadre d'exemplarité qui s'impose à tous, et un patrimoine d'infrastructures, l'eau, les ports, l'énergie, que vos territoires ne verront plus se vendre à la découpe.

Les cent premiers jours

Dès l'installation, les mesures à effet immédiat sont engagées, et les grands chantiers sont lancés.

- **Élus locaux** : la compensation de façon intégrale et dynamique et le « qui norme, paie » inscrits au premier budget.
- **Simplification** : normes et formulaires divisés, guichet unique ; un an au maximum pour obtenir les autorisations d'une usine.
- **Sécurité et justice** : recrutements lancés, exécution des peines réaffirmée.
- **Pouvoir d'achat** : la base du SMIC étendue à tous les salaires ; la durée légale passe de 35 à 40 heures, négociée avant d'être votée. Jamais 40 payées 35. Le choc est immédiat : les salariés à temps complet sont déjà à 38,8 heures, l'employeur paie ce qu'il payait déjà, le coût de l'heure baisse de 12,5 %. Deux côtés : 70 Md€ pour l'employeur, 12,1 Md€ pour le salarié, et 77 Md€ de niche qui deviennent la règle.
- **Vie chère** : charges baissées pour tous et partout, Corse et Outre-mer compris.
- **Épargne** : le Livret France lancé, le Livret A et le LDDS regroupés.
- **Un seul impôt sur le revenu** : la CSG et l'impôt sur le revenu fusionnent, prélevés à la source, barème de 10 à 40 %.
- **La méthode** : audit d'entrée, puis négociation avec les partenaires sociaux : échanger, puis décider.
- **Immigration et asile** : une **décision initiale** d'asile en moins de trois mois, le recours accéléré ensuite.
- **Grands chantiers** : petits réacteurs testés, service national de six mois, plans quantique et spatial.

L'épargne des Français et la BPIR

Les Français épargnent **plus de 6 500 Md€** ⁽³⁾, mais cette épargne finance majoritairement des titres de dette, dont une part importante de dette publique. **La réponse n'est pas de confisquer** : orienter, jamais imposer.

L'assurance-vie réorientée : l'avantage gardé, la France financée. Un abattement de transmission de 152 500 € par bénéficiaire, inchangé, à condition de financer en France l'un de **cinq usages : la production, la robustesse écologique, les investissements d'avenir, l'autonomie du grand âge, la souveraineté financière**. Réservé aux PME et ETI.

La BPIR, Banque publique d'investissement et de retournement : la banque publique qui **investit et sauve les entreprises viables**. Avec la bourse de la reprise et le crédit vendeur garanti par l'État, **on reprend plutôt qu'on ferme**, dans vos communes d'abord.

Le PEA productif. Jusqu'à **200 000 €** dans des **investissements productifs éligibles**, détenus **cinq ans** : la plus-value est **exonérée d'impôt**.

Et pour l'épargne de tous les jours, le **Livret France** : le Livret A et le LDDS regroupés, plafond **50 000 €**, intérêts exonérés.

(3) Banque de France, 2025 : patrimoine financier des ménages supérieur à 6 500 Md€, avec 128,4 Md€ de placements nouveaux en 2025.

Le budget, en toute honnêteté

La TVA passe de quatre taux à trois : 6 % sur le panier essentiel, 12 %, et 22 % sur le reste, par étapes. Elle frappe aussi les produits importés ⁽⁶⁾, et finance une part de la baisse du coût du travail.

RESSOURCES	ORDRE DE GRANDEUR / AN
Hausse de la TVA, trois taux au lieu de quatre (6, 12, 22 %), + recettes liées à l'activité (frappe aussi les importations)	+26 Md€
Impôt sur les heures 36 à 40, désormais imposables	+13 Md€
Fusion CSG-IR : fin de la déduction forfaitaire de 10 % sur les salaires, assiette large, capital au barème	+25 à 35 Md€
Heures sup au-delà de 40 h fiscalisées, apprentissage recentré, CIR-CII plafonnés à 20 M€ de dépenses, crédit d'impôt normatif déduit	+7,2 Md€
Rationalisation, fraude, niches inefficaces	+24 à 34 Md€
Réformes produisant des économies : retraites, jour de carence, assurance-chômage	+37 à 50 Md€
Succession et fiscalité comportementale (santé, environnement)	+3 à 8 Md€
Autres aides et prestations (hors prime d'activité)	+9 à 13 Md€
Prime d'activité supprimée, intégralement redéployée au salaire	+9,3 Md€
Total des ressources	+175,4 Md€

(6) OCDE, Taxing Wages, 2026 : coin socio-fiscal : 47,2 % en France, ≈ 41,7 % en moyenne dans l'Union européenne (calcul sur Taxing Wages 2026).

Le budget, en toute honnêteté

EMPLOIS	ORDRE DE GRANDEUR / AN
Cap de compétitivité, la base du SMIC étendue à tous les salaires	-56 Md€
Justice sociale, coût nouveau net (vieillesse, handicap, aidants)	-8 Md€
Transformation, souveraineté et défense vers 3 % du PIB	-20 à -26 Md€
Pacte famille (garde, sport, école, prêts)	-2 à -12 Md€
Régalien : juges & procureurs, greffiers, parc pénitentiaire (125 000 places)	-4 à -6 Md€
Recruter pour former (net)	-1 à -3 Md€
Filières techniques (lycées professionnels et technologiques)	-2 Md€
Sécurité civile (sapeurs-pompiers, +25 % en 5 ans)	-1 Md€
Justice économique : tribunaux de commerce, parquet spécialisé, caisse des comptes (défraiement, modernisation, expert-comptable pris en charge)	-1,5 Md€
Service national, réserve santé, sécurité et maintenances	-7 à -9 Md€
Deuxième étage salarial : baisse des cotisations jusqu'à 1,75 SMIC (brut, à microsimuler)	-12,1 Md€
Sous-total des emplois au socle	-127,5 Md€
Tranche pilotée de compétitivité (conditionnelle)	0 à -14 Md€
Total, tranche pilotée ouverte	-141,5 Md€
Marge au socle (2032)	+47,9 Md€ ⁽⁷⁾
Marge, tranche ouverte (2032)	+33,9 Md€ ⁽⁷⁾

La vérité n'est pas que personne ne paie : l'effort est partagé et doit produire des résultats mesurables. La différence entre les deux totaux réduit d'abord le déficit, puis rembourse la dette, trois scénarios et le scénario de stress page suivante. Sources publiques citées.

(7) Ce qui relève du calcul du programme, et non d'une publication : le coût du travail (au salaire moyen 1,74 € → 1,52 €, 1,35 € → 1,23 € au SMIC, extinction à 1,75 SMIC) est calculé sur les barèmes Urssaf, les recettes en fourchettes. Une estimation n'est jamais présentée comme un fait établi.

Le désendettement, trois hypothèses

Chaque année, la France dépense environ **150 milliards d'euros de plus** qu'elle n'en gagne. Personne ne peut effacer ce trou d'un coup. L'engagement : en cinq ans, **ramener ce découvert autour de 100 milliards**. La dette grossira encore en euros, et **son poids ne baissera que si le solde primaire, la croissance en valeur et le taux d'intérêt jouent ensemble dans le bon sens**. Point de départ : **115,7 % ⁽²⁾ du PIB (2025)**.

SCÉNARIO	CROISSANCE	DÉFICIT ANNUEL RAMENÉ À
Prudent	0 %	≈ -120 Md€/an
Central	1 %	≈ -100 Md€/an
Dynamique	2 %	≈ -80 Md€/an

Et si on ne fait rien ? Nous le publions aussi : la dette continue de grossir sans jamais refluer. Montrer ce scénario, c'est la règle du jeu.

Les intérêts, eux, n'attendent pas : 64,7 milliards payés en 2025 pour l'ensemble des administrations publiques, plus de 100 milliards à l'horizon 2029 si rien ne change.

On ne vous cache pas les premières années : le déficit se referme palier par palier. La Suède et le Canada s'en sont sortis en cinq à sept ans.

Et le retour à l'équilibre ? Il dépend du solde primaire, de la croissance en valeur et du taux d'intérêt : nous ne publions pas de date.

(2) Insee, Le compte des administrations publiques en 2025, 29 mai 2026 : dette 3 460,5 Md€ fin 2025 (115,7 % du PIB) ; déficit 152,5 Md€ ; intérêts 64,7 Md€ pour l'ensemble des administrations publiques.

Qui y gagne, qui contribue

La réforme des retraites touche tout le monde. Voici le compte, sans le cacher, en millions de personnes, recensement à certifier par le collège indépendant.

LES GAGNANTS, ENVIRON 20 MILLIONS

- **1,8 million de petits retraités** relevés au seuil de pauvreté, une hausse réelle.
- **Plus de 8 millions de retraités sous 1 600 € nets de pension totale** : indexation pleine garantie, pension qui suit les prix.
- **8,5 millions de jeunes actifs** : le fonds à la suédoise sécurise leur régime, sans allonger la durée ni repousser le plafond.
- **1 million de carrières précoces** protégées (départ dès 45 années validées, 61 ans pour un début à 16 ans), **3 millions d'agents publics** dont les primes comptent enfin.

CEUX À QUI UN EFFORT EST DEMANDÉ, UN RETRAITÉ SUR DIX

- **La contribution de solidarité** : un retraité sur dix. Elle ne porte que sur la part au-dessus de 3 000 € net, elle est déductible, et s'éteint quand les comptes reviennent.
- **L'abattement fiscal de 10 % sur les pensions devient un forfait plancher de 2 000 €/an** : les pensions étaient déjà imposables, c'est l'abattement qui change. Au-dessus de ≈ 1 670 €, l'impôt monte de 0 à 60 € par mois ; en dessous, rien ne bouge.

Au total : plus de dix gagnants pour un qui contribue. Et personne, personne, ne passe sous le seuil de pauvreté.

Vos objections, nos réponses

« Encore des promesses ? »

Non. Des engagements chiffrés, datés, vérifiables. Même le pire scénario est imprimé dans ces pages, y compris ce qui arrive si l'on ne fait rien. Qui d'autre publie son scénario d'échec ?

« Qui va payer ? »

Personne ne paiera à votre place, et personne ne vous cache l'addition : chaque mesure a son coût imprimé, le déficit passe de 150 à environ 100 milliards, et le budget complet est dans ces pages.

« Pourquoi vous croire ? »

Ne nous croyez pas. Vérifiez : chaque chiffre a sa source, page 22. Un programme qui demande la confiance sans donner la preuve ne mérite ni l'une ni l'autre.

« Vous êtes de droite ou de gauche ? »

Ni un appareil, ni une écurie. Un programme : seize engagements et un cap, que la France produise, protège et tienne parole. Prenez ce qui est bon, contestez le reste.

« Et si ça ne marche pas ? »

Le scénario de l'échec est publié aussi : sans redressement, la dette continue de grossir sans jamais refluer. Montrer le pire est la règle que nous nous imposons. Vous jugerez sur pièces, année après année.

« Pourquoi ça marcherait, cette fois ? »

Parce que d'autres l'ont fait : la Suède et le Canada ont redressé leurs comptes en cinq à sept ans, sans casser leur modèle. La France n'est pas condamnée : nous pouvons changer les choses.

Chaque chiffre a sa source

Rien à croire, tout à vérifier, les numéros (1) qui accompagnent les chiffres du livret renvoient ici.

(1) Banque de France, 2025 : patrimoine financier des ménages supérieur à 6 500 Md€, avec 128,4 Md€ de placements nouveaux en 2025.

(2) Insee, Le compte des administrations publiques en 2025, 29 mai 2026 : dette 3 460,5 Md€ fin 2025 (115,7 % du PIB) ; déficit 152,5 Md€ ; intérêts 64,7 Md€ pour l'ensemble des administrations publiques.

(3) Ministère du Travail, arrêté du 22 mai 2026 : SMIC à 12,31 € brut de l'heure.

(4) Conseil d'orientation des retraites, rapport annuel, 11 juin 2026 : dépenses de retraite 422,2 Md€ (14,1 % du PIB) ; déficit 5,1 Md€ hors charges financières.

(5) DG Trésor et Douanes, 2025 : déficit commercial sur les biens de 64,9 Md€, après 77,7 Md€ en 2024.

(6) OCDE, Taxing Wages, 2026 : coin socio-fiscal : 47,2 % en France, $\approx$ 41,7 % en moyenne dans l'Union européenne (calcul sur Taxing Wages 2026).

(7) Ce qui relève du calcul du programme, et non d'une publication : le coût du travail (au salaire moyen 1,74 € $\rightarrow$ 1,52 €, 1,35 € $\rightarrow$ 1,23 € au SMIC, extinction à 1,75 SMIC) est calculé sur les barèmes Urssaf, les recettes en fourchettes. Une estimation n'est jamais présentée comme un fait établi.

Nous avons besoin de vous

Ce programme ne demande pas d'être cru : il demande d'être vérifié. Et il ne se fera pas seul.

- **Nous avons besoin des élus locaux**, qui rouvrent les commerces, accueillent les usines et connaissent leur territoire mieux que Paris. Et d'abord de 500 d'entre eux, pour que cette candidature existe.
- **Nous avons besoin des syndicats**, parce que la durée du travail, la pénibilité et les retraites ne se règlent pas par ordonnance. Elles se négocient, ou elles ne tiennent pas.
- **Nous avons besoin des Français**, qui votent, qui produisent, et qui feront vivre ou mourir ce texte. Aucun des trois ne suffit seul.
- **À vous, élus locaux**. Sans les maires, rien de ce qui est écrit ici ne touche le terrain. Vous êtes les premiers à savoir ce qui marche, et les premiers à pouvoir le dire. Un maire peut aussi parrainer cette candidature : c'est la seule porte vers le vote des Français.

Faites-le lire. Ce livret se partage : en main propre, par message, sur **www.petitpreambule.fr**. **Parlez-en autour de vous.** Un livret qui parvient à un élu par un habitant de sa commune pèse plus qu'un courrier de campagne.
Vérifiez nos sources. Chaque chiffre porte son organisme et sa date.

Construire plutôt que promettre.

« En vingt ans, la France est passée d'une logique de protection à une logique de compensation par l'importation. Notre projet consiste à redevenir un pays qui produit et construit : des entreprises, des logements, des familles, des écoles et de la confiance. »

XAVIER BALDUINI

WWW.PETITPREAMBULE.FR